PHILIPPE DE SUREMAIN,
ex-ambassadeur de France en Ukraine, président de l'Association française des études ukrainiennes

Des négociations peuvent-elles encore s'engager en Ukraine ?

Le président ukrainien a mis fin lundi soir au cessez-le-feu unilatéral qu'il avait décrété dans les régions de l'est du pays, en proie à une rébellion séparatiste. L'armée ukrainienne a repris ses opérations militaires.

Le président ukrainien s'est dit prêt, toutefois, à revenir « *à tout moment vers le régime de cessez-le-feu* » à condition que les séparatistes acceptent de désarmer.

Pour Moscou, les autorités ukrainiennes « *auront à répondre* » des « *crimes* » commis contre les populations civiles de l'est du pays.

« L'échec du cessez-le-feu dans l'est de l'Ukraine n'est pas surprenant. Car dans les deux districts de Donetsk et Lougansk, qui sont en ébullition, la situation est devenue difficilement contrôlable. En aidant la rébellion, le Kremlin a provoqué une réaction en chaîne qu'il est devenu difficile d'éteindre.

En même temps, les manifestations qui ont conduit au renversement de Viktor Ianoukovitch, en février dernier, ont provoqué une prise de conscience en Ukraine. Ce pays connaît aujourd'hui un élan patriotique. La population demande d'agir de façon déterminée contre les séparatistes. Le nouveau président Petro Porochenko a voulu tenter la négociation. Il a montré qu'il n'est pas un va-t-en-guerre. Cependant, sur le terrain, son initiative n'a pas trouvé de réponse. La reprise des combats devenait inéluctable. Mais personne ne peut gagner dans une confrontation militaire. La crise relève d'un profond malaise social dans l'Est. Et les populations sont travaillées par une propagande russe efficace.

« Vladimir Poutine semble pris à son propre jeu et débordé, dans son pays, par des organisations nationalistes russes. »

Il est très difficile de renouer les fils de la négociation. Il existe une interrogation sur les limites que Vladimir Poutine s'est fixées. D'autant qu'il semble pris à son propre jeu et débordé, dans son pays, par des organisations nationalistes russes. Au départ, il refusait d'admettre la validité de l'élection présidentielle ukrainienne. Il a été forcé de reconnaître qu'un nouveau pouvoir s'est installé en Ukraine. C'est un geste de sa part.

Cependant, avec l'échec du cessez-le-feu, il faut craindre que la situation ne se dégrade, et que le président ukrainien ne soit conduit à décréter l'état d'urgence ; cela rendrait très difficile l'organisation d'élections législatives, qui est pourtant une nécessité.

Alors, l'Europe doit rester très présente dans la région. Elle doit continuer à solliciter le contact des autorités russes, pour leur faire comprendre qu'une crise de grande ampleur, à leur frontière, ne serait pas dans leur intérêt. »

RECUEILLI PAR ALAIN GUILLEMOLES